

5. Profil de 10 marchés nationaux

Ce second volet de l'étude brosse un portrait préliminaire du marché de la sécurité de 10 pays soit l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Espagne, les États-Unis, la France, le Mexique, la Pologne, le Royaume-Uni et la Turquie. Les perspectives de croissance identifiées au tableau 15 justifieraient certainement l'ajout de plusieurs autres pays à cette liste.

Tableau 15
Indicateurs nationaux sur les dépenses en sécurité,
en dollars CA, 2001

	PIB par habitant (parité de pouvoir d'achat)	Dépenses en sécurité par habitant	Croissance annuelle estimée 2000-2005, en %
AFR. DU SUD	11 558	95,2	25-30
ALLEMAGNE	30 836	173,6	8-10
ARABIE SAOUDITE	14 697	28,0	7-10
ARGENTINE	16 419	24,1	3-5
AUSTRALIE	30 499	81,2	8-10
AUTRICHE	23145	64,4	5-10
BELGIQUE	32 403	67,2	7-8
BRÉSIL	9 044	29,4	20-25
CANADA	31 940	85,4	10-15
CHILI	11 910	33,6	5-7
CHINE	4 580	12,6	20
COLOMBIE	8 205	16,8	10-15
CORÉE DU SUD	18 600	18,2	10
DANEMARK	33 397	198,8	8
ÉGYPTE	4 404	8,4	20
EMIRATS A. UNIS	26 419	121,8	15-20
ESPAGNE	22 300	89,6	8-10
ÉTATS-UNIS	40 936	131,6	7-10
FRANCE	29 700	119,0	7-8
GRÈCE	19 592	35,0	15-20
HONG KONG	29 068	93,8	10-15
HONGRIE	13 765	57,4	15
INDE	2 884	1,4	25
ISRAËL	23 605	175,0	10-15
ITALIE	28 511	98,0	10
JAMAÏQUE	4 682	100,8	5
JAPON	33 028	96,6	8-10
MEXIQUE	10 430	40,6	12
PAKISTAN	2 313	0,7	100
PANAMA	2 654	16,8	20
PAYS-BAS	31 255	92,4	5-7
PHILIPPINES	5 215	54,6	30
POLOGNE	10 560	46,2	12-15
RÉP TCHÈQUE	17 076	50,4	12-15
ROYAUME-UNI	28 467	147,0	5-6
RUSSIE	8 652	22,4	10-15
SINGAPOUR	35 413	46,2	10-15
SUÈDE	27 787	224,0	5-10
SUISSE	37 626	201,6	5-10
TAIWAN	21 154	75,6	10-15
THAÏLANDE	7 734	25,2	5-10
TURQUIE	9 321	15,4	20-25
VENEZUELA	7 988	16,8	10-12
VIETNAM	2 365	5,6	25

5.1 L'Afrique du Sud

Même si l'Afrique du Sud est le pays le plus riche du continent africain et que son marché représente plus du quart de l'économie de la sécurité de la région subsaharienne, sa structure sécuritaire demeure celle d'un pays en développement. Jusqu'à la fin du régime d'apartheid la sécurité intérieure était essentiellement assurée par l'armée. Depuis les élections de 1994 le pays s'est engagé dans un processus de privatisation de sa sécurité. Bien qu'en croissance, le marché de la sécurité civile, au sens institutionnel du terme, y demeure restreint.

Profil général
<ul style="list-style-type: none">○ Population : 44 millions d'habitants○ PIB/habitant (parité de pouvoir d'achat) : 11 558 \$ CA○ Criminalité : 8 176 par 100 000 habitants (2001)○ Force policière : 105 000○ Pompiers : N.D.○ Ventes en sécurité : entre 2,7 et 3,2 milliards de dollars CA en 2002○ Importations en sécurité : 50%○ Croissance de 25% à 30% par année

Le pays est aux prises avec un important problème de criminalité. Les données d'Interpol indiquent que le nombre de crimes par tranche de 100 000 habitants est passé de 5 100 (ce qui était déjà élevé) en 1995 à 8 176 en 2001 soit une hausse de 60%. Les crimes violents se sont accrus significativement. Autrefois essentiellement associée à Johannesburg et à quelques ghettos, l'insécurité s'est généralisée atteignant maintenant toutes les régions du territoire. Par ailleurs, le pays doit composer depuis la fin des années 1990 avec des attaques épisodiques émanant d'organisations terroristes islamiques. Mal structurée (60% d'officiers et d'inspecteurs contre 40% d'agents) et mal perçue, la police est discréditée en plus d'être débordée, de sorte que chacun prend sa sécurité en main. Les sociétés privées de gardiennage prolifèrent.

L'Afrique du Sud compte des milliers d'entreprises offrant des services de sécurité. En 1999 on dénombrait un peu plus de 200 000 gardes de sécurité pour 95 000 policiers. Les données disponibles indiquent que le ratio était en 2002 de plus de 400 000 gardes contre un peu plus de 100 000 policiers. La multiplication des sociétés de gardiennage serait devenue un élément important du processus de réglementation et du fonctionnement social. Comme le pays doit également composer avec des milices de quartier et les organisations paramilitaires héritées du régime d'apartheid, il apparaît évident que la notion institutionnelle du maintien de l'ordre est questionnée. Le gouvernement sud-africain a adopté une loi anti-mercenariat pour tenter de contrôler l'évolution des forces paramilitaires, mais l'opération ne semble pas avoir été très efficace.

Le secteur privé de la sécurité apparaît nettement plus puissant et mieux équipé que ne l'est la police et, d'un point de vue strictement commercial, il faut reconnaître qu'il est beaucoup plus dynamique que ne l'est le secteur public. Certaines firmes privées (cotées en bourse et nettement mieux financées que l'État) dont le personnel est reconnu pour son équipement et son entraînement exportent même leurs services dans les pays voisins.

La population carcérale s'est accrue de 50% entre 1996 et 2002, plongeant le réseau institutionnel dans un important problème de surpopulation. On dénombre 1,6 fois plus de prisonniers qu'il n'y a de places disponibles. Dans les circonstances, le service correctionnel s'est à son tour tourné vers le secteur privé pour la construction et la gestion de quatre pénitenciers. Les travaux sont maintenant complétés. Comme les municipalités sont par ailleurs un peu laissées à elles-mêmes dans la lutte contre les incendies, le domaine est également source d'activité pour le secteur privé.

Plusieurs analystes concluent que les structures étatiques héritées du colonialisme sont si déphasées par rapport à la réalité que le pays est devenu un des plus grands laboratoires au monde en ce qui a trait à la privatisation de la sécurité. Cela ne signifie aucunement qu'il n'existe pas de marché institutionnel (diverses institutions publiques tels les hôpitaux, écoles, tribunaux et édifices gouvernementaux cherchent actuellement à s'équiper ou à améliorer leurs systèmes de sécurité), mais le marché public ne joue pas le rôle qui lui revient ailleurs dans le monde.

Contexte

- Forte criminalité
- Privatisation de la sécurité
- Fin du régime d'apartheid
- Disparités sociales importantes
- Urbanisation
- État de droit fragile dans un continent instable
- Terrorisme islamique
- Trafic de drogue
- Croissance du sida

L'Afrique du Sud a construit une économie de la sécurité sur les fondations d'une base industrielle de défense qui compte plusieurs décennies d'expertise et qui a été rationalisée pendant les années 1990. Environ 125 entreprises manufacturières locales s'adressent au marché, la majorité appartient à des intérêts nationaux. Cette industrie est loin d'être déclassée technologiquement et fabrique notamment plusieurs types d'équipements électroniques. Mais les besoins sont diversifiés et la production nationale ne les satisfait que partiellement. Selon la société Freedonia le déficit commercial en sécurité du pays est appelé à croître substantiellement au cours des prochaines années (pour passer le cap du milliard de dollars CA d'ici 5 ans).

Il faut noter que plusieurs centaines de fabricants étrangers, surtout américains et britanniques, ont déjà bien identifié le potentiel du pays et y disposent de bureaux locaux.

Production nationale

Familles de produits :

- Équipements de communication
- Équipements de détection d'intrusion
- Équipements de sécurité pour les véhicules
- Équipements optiques, lentilles pour caméras
- Panneaux de contrôle
- Systèmes d'accès
- Systèmes d'imagerie et d'analyse des images
- Systèmes de « tracking » pour véhicules
- Systèmes de contrôle sans fils
- Télésurveillance
- Véhicules blindés
- Vêtements, uniformes
- Vidéosurveillance

Produits spécifiques :

- Alarmes
- Armes (incluant certaines armes non létales)
- Caméras thermiques
- Clôtures
- Détecteurs de métal
- Équipements de détection à rayons-X
- Intercoms
- Miroirs de surveillance
- Multiplexeurs
- Sceaux de sécurité
- Serrures
- Verre trempé

Principales références

Champin, Christophe, *Les États d'Afrique centrale face à la privatisation de la sécurité*, 2001.

Freedonia, *World Security Products & Systems*, 2002.

Global Source Security & Safety, articles divers.

Institute for Security Studies, « Everyone's an Inspector : The Crisis Rank Inflation and the Decline of Visible Police », *SA Crime Quarterly*, juillet 2002.

Interpol, *International Crime Statistics*, 2002.

Répertoire international de protection civile, 2003.

U.K. Trade Partner, *Fire, Police & Security Market in South Africa*, 2002.

U.S. Secretary of Commerce, *Business Development Ghana and South Africa, Safety & Security*, 2002.

5.2 Le Brésil

Disposant de l'économie la plus importante du sous-continent latino-américain, le Brésil figure parmi les pays les plus concernés par la criminalité. Selon le U.S. Commercial Service, le coût de la criminalité s'y chiffrerait à 30 milliards de dollars CA par année soit une somme équivalant à 10% du PIB du pays. Cette situation s'explique en partie par les très grandes disparités sociales et économiques qui provoquent une indigence endémique au sein de la population brésilienne, un phénomène qui se manifeste notamment par la croissance des bidonvilles. Les villes de Rio de Janeiro et de Sao Paulo sont réputées pour leur haut taux de criminalité et de violence contre la personne.

L'administration du président Lula avait pour projet d'injecter, au cours de l'année 2003, près de un milliard de dollars CA en vue d'améliorer la sécurité des installations publiques. Cette décision s'inscrit dans le prolongement du Plan gouvernemental 2000-2002 où ont été définis 15 axes prioritaires tous dédiés à une amélioration de la sécurité intérieure et projetant un accroissement significatif de l'effectif policier. La police fédérale doit notamment voir son membership doubler.

Profil général

- Population : 167 millions d'habitants
- PIB/habitant (parité de pouvoir d'achat) : 9 044 \$ CA
- Criminalité : 927 par 100 000 habitants (2001)
- Force policière : 426 000
- Pompiers (prof.) : 56 704
- Ventes en sécurité : entre 3 et 4 milliards de dollars CA en 2002
- Importations en sécurité : 75%
- Croissance de 20% à 25% par année

Il est difficile de cerner complètement le marché brésilien de la sécurité. L'économie informelle a pénétré plusieurs domaines d'activité, notamment celui des produits de sécurité des personnes (auto-défense, etc.). En demeurant conservateurs, on peut estimer entre 3 et 4 milliards de dollars CA les ventes d'équipements réalisées en 2002. Le U.S. Commercial Service considère que la progression annuelle devrait se situer entre 20% et 25% pour ce qui concerne l'avenir prévisible. La société Freedomia abonde dans le même sens.

Contexte

- Urbanisation (problèmes notamment à Sao Paulo)
- Pauvreté et disparités sociales
- Criminalité en hausse
- Lutte au terrorisme
- Trafic de drogue
- Surveillance de l'Amazonie

Le réseau institutionnel concerné par le dossier de la sécurité est important et assume des tâches variées. Outre la répression de la petite criminalité et la lutte contre les incendies, ce réseau encadre une population carcérale en forte croissance (7% par année). En 2002, on dénombrait 240 107 prisonniers soit 60 000 de plus que le nombre de places disponibles dans les 512 établissements pénitentiaires. Un plan de réforme de la politique carcérale a été adopté en 2000 dans l'optique d'améliorer la capacité d'accueil et de mieux équiper le personnel.

Le pays s'est par ailleurs engagé dans la répression du trafic de la drogue et du terrorisme en partenariat avec l'Argentine et le Paraguay. En ces matières, le Brésil est aujourd'hui interpellé par l'Organisation des États américains (OÉA) et sa Commission sur la sécurité continentale (CSC) dans la perspective de jeter les bases d'une approche sécuritaire hémisphérique (voir page 10).

Il est probable que le Brésil cherchera à définir les termes de sa collaboration dans le cadre d'ententes bilatérales avec Washington. Il faut notamment signaler que la coopération militaire s'est intensifiée depuis que Brasilia a signé le protocole 505 où, contre des armes, le gouvernement brésilien a cédé sa base de lancement de missiles d'Alcantara aux Américains et accepté le principe d'un déploiement dans ses installations militaires nationales.

L'abandon par Washington du moratoire sur les transferts d'armes en 1997 et la nouvelle stratégie d'alliance en matière de production militaire sur laquelle Brasilia mise pour redonner vie à son industrie de défense créent un contexte qui, au-delà des sensibilités propres aux administrations Bush et Lula, pourrait mener à un début d'harmonisation des politiques sécuritaires. Quoi qu'il en soit, les Américains occupent une place stratégique au sein de l'économie de la sécurité civile brésilienne. Actuellement le Brésil importe environ 75% de ses équipements de sécurité et pas moins de 50% des achats sont réalisés aux États-Unis. Notons au passage que le Canada se range au cinquième rang des fournisseurs internationaux du pays avec 5% du marché (derrière la Corée, Israël et le Japon).

Marché institutionnel

- Changement de sensibilité à la présidence
- Création d'un secrétariat national de la défense civile
- Plan gouvernemental sur la sécurité 2000-2002
- Projets sécuritaires de l'OÉA
- Failles dans le réseau de lutte contre les incendies
- Plan d'investissement carcéral

Le Brésil étant une fédération, son réseau policier relève de plusieurs paliers gouvernementaux (instances fédérales, États et municipalités) où le partage des responsabilités est complexe. En principe, les forces dédiées au maintien de l'ordre (police militaire et police civile) relèvent des États. Ceux-ci devraient également se voir confier sous peu de nouvelles responsabilités en matière de renseignement. De son côté la police fédérale assume les charges liées à la lutte contre les narcotiques, intervient dans le champ de la sécurité maritime et de la surveillance des frontières et assume en exclusivité la sécurité des districts fédéraux. Les données disponibles indiquent que le pays dispose d'une force policière constituée de 426 000 agents et de 57 605 pompiers professionnels. Il faut préciser qu'avec ses 500 000 à 800 000 gardes, le secteur privé (officiel et officieux) constitue une composante non négligeable de la force sécuritaire qui encadre le pays.

La sécurité civile (appelée défense civile) est décentralisée mais demeure chapeautée par deux organismes (Conseil national de la défense civile et Secrétariat national de la défense civile). Le système n'est pas standardisé pour autant, puisque les intervenants répondent aux lois de chaque État. Les départements responsables de la lutte aux incendies relèvent également des États. En principe, ils dépendent de la sécurité civile, mais 50% d'entre eux sont administrativement liés à la police militaire. Le gouvernement s'est fixé pour objectif de doter chaque municipalité de son propre corps de pompiers. Le projet est encore à l'état de chantier et requerra des investissements majeurs.

En matière de sécurité, le pays fait face à des défis considérables. Si la situation ne change pas au point de vue criminel, il risque fort d'être boudé par plusieurs investisseurs, ce qui pourrait devenir un obstacle à la croissance. Par ailleurs, s'il ne répond pas aux attentes des États-Unis, notamment en matière de lutte au terrorisme et au trafic de la drogue, le pays pourrait voir la crédibilité de ses institutions remise en cause. Si cette analyse est juste, le gouvernement brésilien fera en sorte que son discours social actuel s'accompagne d'une mise à niveau de ses moyens dans le domaine de la sécurité. Un important marché institutionnel pourrait en surgir.

Des domaines en croissance dans le marché public

Familles de produits

- Contrôles d'accès (seulement 3% des édifices sont équipés)
- Équipements biométriques
- Équipements de détection
- Équipements de protection (vestes pare-balles notamment)
- Équipements de lutte contre les incendies
- Systèmes de communication et composants
- Télésurveillance
- Véhicules spécialisés

Produits spécifiques

- Alarmes
- Armes
- GPS

Autres segments du marché

- Composants électroniques
- Équipements d'autodéfense
- Systèmes résidentiels (alarmes, systèmes de repérage, systèmes antivols, détection incendies, etc.)

Production nationale

Familles de produits

- Contrôles d'accès
- Matériel optique
- Systèmes de sécurité pour téléphones cellulaires
- Véhicules blindés
- Vêtements

Produits spécifiques

- Alarmes
- Armes
- Blindages

Note : Industrie de défense développée (aérospatiale, armes, blindés, etc.)

Principales références :

Base de datos políticos de las Americas, Georgetown University, 2003.

Freedonia, *World Security Products & Systems*, 2002.

Hébert, Jean-Paul, *Armement et pays émergents*, CIRPES, 2002.

Journal of Interamerican Studies and World Affairs

OÉA, Commission sur la sécurité continentale, *Livres blancs de politique de défense :Brésil*, 2002.

Paes Machado, Edouardo et Ceci Vilar Noronha, *Police Organization, Accountability and Human Rights in Brazil*, 2002.

Répertoire international de protection civile, 2003.

Saadreva, Patricio, « Seguridad regional : panorama y perspectivas », *Estudios Internacionales*, décembre 1997.

Trade partners U.K.

U. S. Commercial Service, *Brazil, Security/Safety Equipment*, 2002.

Zaverucha, Jorge, « Fragile Democracy and the Militarization of Public Safety in Brazil », *Latin-American Perspectives*, mai 2000.

5.3 La Chine

En Chine, plusieurs phénomènes favorables au développement du marché de la sécurité convergent : (1) ce pays en voie de développement connaît une croissance économique qui fait surgir une nouvelle classe supérieure, elle-même à la base d'une demande variée; (2) le pays connaît une forte croissance urbaine; (3) même si la criminalité est officiellement en baisse, les évaluations émanant de l'intérieur du pays font état d'une augmentation des activités criminelles et d'une insécurité grandissante; (4) le pays s'est engagé dans diverses opérations visant à contenir les tendances indépendantistes et terroristes; (5) l'arrivée de centaines de firmes étrangères entraîne un changement des standards en matière de sécurité et (6) la ville de Beijing doit rehausser ses normes de sécurité en vue d'accueillir les jeux olympiques de 2008.

Profil général

- Population : 1 285 millions d'habitants
- PIB/habitant (parité de pouvoir d'achat) : 4 580 \$ CA
- Criminalité : 133 par 100 000 habitants (2000, donnée très contestée)
- Force policière : 1 600 000
- Pompiers (prof.) : 1 000 000
- Ventes en sécurité : 4 milliards de dollars CA en 2002 (Chine continentale)
- Importations en sécurité : 50%
- Croissance de 20% par année

Contexte

- Croissance économique annuelle de 8-12%
- Puissance commerciale en émergence
- Urbanisation
- Évolution de la criminalité ambiguë (population carcérale en hausse)
- Croissance des dépenses militaires
- Zone de transport de drogue
- Lutte contre le terrorisme (Falung Gong, région Xinjiang, etc.)
- Investissements étrangers (changement des standards)
- Olympiques 2008 (100 000 représentants de l'ordre requis)

Avant d'analyser plus avant la dynamique du marché chinois de la sécurité il convient de mettre en relief la trajectoire économique du pays. Selon la Banque mondiale, la Chine aurait été le deuxième contributeur à la croissance mondiale au cours de la période 1980-2000 (derrière les États-Unis). Dans le domaine du commerce extérieur le pays se range aujourd'hui au troisième rang planétaire et est en voie de devenir un des plus importants investisseurs à l'étranger. La dynamique de modernisation se traduit maintenant par une croissance accélérée de la consommation intérieure. Tout au long des années 1990, les importations chinoises ont progressé plus rapidement que les exportations, faisant du pays une des terres privilégiées par les investisseurs occidentaux.

Il y a cinq ans, l'industrie de la sécurité chinoise était essentiellement tournée vers les exportations et produisait des équipements destinés à la consommation de masse (serrures, alarmes, etc.). Aujourd'hui, le pays bascule dans la consommation et nourrit une demande croissante pour des produits sophistiqués, notamment des équipements électroniques. Ce marché évolue très rapidement et il est probable que la base industrielle nationale (environ 3000 fabricants en 2001, plusieurs filiales étrangères) diversifiera son expertise dans les années à venir.

Pour l'instant, la Chine semble offrir des perspectives de croissance prometteuses dans le domaine de la sécurité. Son marché intérieur, estimé à quatre milliards de dollars CA, serait appelé à croître au rythme de 20% par année au cours de la prochaine décennie. Selon le ministère chinois de l'Intérieur, en incluant le commerce qui transite par Hong Kong, les ventes nationales auraient atteint 5,4 milliards de dollars CA en 2002. Environ 50% des produits ont été importés.

Les pays compte 1 600 000 policiers civils (relevant des bureaux régionaux du ministère de l'Intérieur) et gardes armés rattachés au ministère de la Défense. Leur nombre s'est accru de 8% au cours de la dernière décennie. Une première évaluation des besoins liés à la tenue des jeux olympiques de 2008 a amené les autorités à estimer à 100 000 la force qu'il sera alors nécessaire de déployer, incluant 27 500 policiers armés.

Marché institutionnel

- Système unifié (central) mais dont la gestion est partagée avec les paliers inférieurs
- Développement et réparation des infrastructures
- 700 établissements pénitentiaires
- Mise à niveau des équipements anciens dans les transports publics
- Développement des outils de lutte contre les incendies (plan de 600 millions de dollars CA sur 5 ans)
- Modernisation de la police et des corps de pompiers
- Privatisation de services (exemple : hôpitaux)

La lutte contre les incendies s'appuie sur 1 000 000 de pompiers professionnels et 20 000 volontaires de la brigade civile. À cette force s'ajoutent des troupes d'élite regroupant 7 000 membres et formées pour les interventions dans les métros et les industries dangereuses.

Le pays dispose également de brigades de lutte contre les feux de forêts et les catastrophes. Celles-ci sont rattachées à différents ministères. La diversité de la topographie et du climat chinois expose le pays à pratiquement toutes les formes de désastres naturels (sécheresse, inondations, grêle, tremblements de terre, typhons, etc.). Le *Répertoire international de protection civile* spécifie qu'en une année pas moins de 300 millions de personnes peuvent être affectées par des catastrophes majeures. Le système de secours public relève d'une direction gouvernementale unifiée, mais prend corps dans un partage des responsabilités entre les différents niveaux de l'administration (provinces, régions, départements et organismes de prévention des catastrophes). La complexité de la logistique requise en matière de déplacement et d'approvisionnement des populations appuie un marché où s'engloutissent des budgets parfois faramineux.

La société Global Source Security situe l'expertise locale hors du champ interpellé par la sécurité civile. L'industrie nationale, qui s'inscrit principalement dans une logique exportatrice, serait essentiellement spécialisée dans les serrures, alarmes, portes et fenêtres, véhicules blindés et détecteurs d'incendies. Étant donné l'équipement souvent dépassé des policiers, des pompiers et des services d'urgence, un important potentiel s'offre aux fabricants étrangers de produits spécialisés, spécifiquement dans la lutte aux incendies, dans les systèmes électroniques de détection et dans les équipements de communication.

Le gouvernement chinois fait également face à la nécessité de moderniser et de développer plus avant ses grandes infrastructures, notamment dans le secteur énergétique et dans les transports. Les centrales électriques, les chemins de fer et les aéroports sont à l'origine d'une demande pour des systèmes de sécurité intégrés et divers équipements de détection modernes. Ainsi, le pays compte 155 aéroports majeurs qui devront se doter de systèmes de détection à rayons-X répondant aux critères internationaux. Ces infrastructures alimentent également le marché de la lutte contre les incendies comme en témoigne une enveloppe spécifique de 600 millions de dollars CA qui vient de leur être affectée.

La prochaine phase de croissance dans le domaine de la sécurité sera vraisemblablement alimentée par la demande liée au secteur domiciliaire et à la protection personnelle.

Notons en terminant que le marché de la défense est également en pleine expansion depuis le milieu des années 1990. En 2002 le budget militaire a crû de 17% pour atteindre 43 milliards de dollars CA. Plusieurs experts considèrent toutefois que ce chiffre sous-évalue les dépenses réelles. Quoi qu'il en soit, tous s'entendent pour reconnaître que la phase de décroissance des années 1970 a cédé devant une poussée à la hausse qui se traduit en partie par des réinvestissements dans les équipements. En matière de défense, la Chine entretient des relations privilégiées avec la Russie.

Des domaines en croissance dans le marché public

Familles de produits

- Composants électroniques
- Contrôles d'accès
- Équipements optiques et optroniques
- Équipements de détection (rayons-X, métal, bombes)
- Systèmes à contrôle digital
- Systèmes anti-intrusion
- Systèmes d'intégration
- Systèmes de communication avancés
- Systèmes de surveillance sophistiqués

Produits spécifiques

- Caméras de surveillance
- Hélicoptères
- Robots

Autres segments du marché

- Armes non létales
- Protection individuelle
- Sécurité domiciliaire

Production nationale

Familles de produits

- Sirènes et alarmes
- Systèmes antivol
- Véhicules blindés
- Vêtements

Produits spécifiques

- Armes
- Casques de protection
- Détecteurs incendies
- Intercom
- Portes et fenêtres
- Serrures

Principales références :

Canadexport, *articles divers*.

« China Police Equipment Market Eyed by Foreign Firms », *Yahoo India News*, 12 juin 2002.

International Market News, *Security and Protection Product in China, with 9/11 Fears and 2008 Olympics*, 21 février 2002.

Freedonia, *World Security Products & Systems*, 2002.

People's Daily Online, *China's Contribution to World Economy*, 31 mars 2003.

Quigley, Robert C., *China-Industrial Security Growing to Meet New Demands*, International Association of Professional Security Consultants, 2003.

Global Source Security & Safety, *articles divers*.

Répertoire international de protection civile, 2003.

Szonyi, Michael, *The Effect of September 11 and its Aftermath on China, and the Chinese Response*, Canadian Security Intelligence Service, 18 avril 2002.

Virginia Polytechnic Institute and State University, *China's Security Equipment Market Analysis and Demand Growth Rate Prediction*, 1er mai 2000.

5.4 L'Espagne

Au cours des dernières années, la stratégie gouvernementale espagnole s'est appuyée sur une politique de libéralisation, de privatisation et de diversification économique qui a surtout porté fruit dans les secteurs industriels de basse et moyenne intensité. Un peu comme Londres et Rome, Madrid cherche à jouer simultanément la carte de l'intégration économique européenne et l'ouverture aux investissements transatlantiques. Plusieurs ex-sociétés d'État actives dans le champ de la défense et de la sécurité ont d'ailleurs été vendues à des intérêts américains.

Profil général

- Population : 39 millions d'habitants
- PIB/habitant (parité de pouvoir d'achat) : 22 300 \$ CA
- Criminalité : 2 365 par 100 000 habitants (2001)
- Force policière : 184 000
- Pompiers (prof.) : N.D.
- Ventes en sécurité : 2,5 milliards de dollars CA en 2002
- Importations en sécurité : élevée
- Croissance de 8-10% par année

L'accès à de meilleures conditions de vie, la lutte au terrorisme de l'ETA et les efforts visant à contenir l'immigration illégale en provenance d'Afrique du Nord demeurent les principaux moteurs de la demande en produits de sécurité, notamment dans le segment institutionnel du marché. Le taux de criminalité rapporté par les autorités est demeuré plutôt stable au fil des années. Par contre, la population carcérale ne cesse d'augmenter. Entre 1995 et 2001, elle s'est accrue de 26%.

Le pays ne dispose pas d'une industrie de la sécurité très développée. En fait, cette dernière évolue principalement dans quelques domaines traditionnels (serrures, extincteurs, composants mécaniques, alarmes, etc.) et est en voie de passer sous le contrôle des grands groupes européens et américains (Assa Abloy, Chubb, GE, Honeywell, etc.). Si, comme cela est à prévoir, les standards du pays évoluent dans le sens de ceux des États voisins, la prochaine période de croissance va vraisemblablement s'accompagner d'investissements dans des équipements plus modernes.

Contexte

- Rattrapage économique
- Mise aux normes européennes
- Lutte au terrorisme
- Développement des infrastructures
- Modernisation police et pompiers
- Système décentralisé

Le marché de la sécurité privée est sous-développé et risque de le demeurer pour ce qui concerne l'avenir prévisible, par contre le marché institutionnel est promis à une croissance significative. Les attaques terroristes de 2004 font en sorte que les principaux investissements sont attendus dans les équipements de sécurité pour le transport, dans la lutte contre les incendies et dans la lutte au terrorisme.

Un vaste programme de modernisation de l'aéroport international Barajas de Madrid a été complété en 2005. Le pays planifie par ailleurs inaugurer un second aéroport international à proximité de la capitale en 2016. D'importants investissements sont actuellement réalisés dans le système de gestion et de surveillance de la circulation. Les fabricants qui oeuvrent dans ce segment de marché peuvent anticiper un taux de croissance qui oscillera entre 10% et 12% par année d'ici 2008.

En Espagne, la responsabilité de la lutte contre les incendies est de compétence communale, mais les provinces encadrent les services requis par les municipalités de moins de 20 000 résidents. Au total les communes n'emploient que 14 000 pompiers professionnels, l'essentiel des personnels étant constitué de pompiers d'entreprises et de volontaires. Même si elle est appuyée par la Direction générale de la protection civile, la force ici en cause est freinée par le manque de ressources. Ce segment de marché est appelé à progresser à un rythme de 7%-8% au cours des 5 prochaines années.

L'objectif de mieux protéger la population contre les actes terroristes se traduit par l'installation d'équipements de surveillance sur les places publiques et autour des édifices gouvernementaux. L'action sur le terrain est toutefois tributaire de la force policière. Or comme le pays est décentralisé, les intervenants sont dispersés dans plusieurs corps d'intervention. La garde civile qui a charge de la sécurité nationale et de la gestion des postes-frontières compte sur une force de 75 000 personnes. La police nationale dont les tâches sont plus variées est composée pour sa part de 50 000 constables. À ceux-ci s'ajoutent 11 000 policiers relevant des communautés autonomes de Navarre, de Catalogne et du Pays basque. Enfin 1 700 communes se répartissent 48 000 policiers municipaux. Ces 184 000 policiers sont associés à des institutions qui modernisent leurs équipements et ceux-ci sont importés dans une proportion de 80%.

On notera que la protection civile nationale se consacre essentiellement à des activités de planification et de coordination et ne dispose donc pas de ressources spécifiques. Dans ce domaine, la balle est dans le camp des territoires autonomes et des communes.

Des domaines en croissance dans le marché public

Familles de produits

- Contrôles d'accès
- Équipement optiques et optroniques
- Équipements de détection (rayons -X, métal, bombes)
- Systèmes à contrôle digital
- Systèmes anti-intrusion
- Systèmes de communication avancés
- Systèmes de surveillance sophistiqués
- Systèmes d'intégration

Produits spécifiques

- Armes non létales
- Caméras de surveillance
- Robots

Production nationale

Familles de produits

- Composants mécaniques
- Véhicules blindés

Produits spécifiques

- Alarmes
- Extincteurs
- Portes et fenêtres
- Serrures

Principales références

Canadexport, *articles divers*.

Freedonia, *World Security Products & Systems*, 2002.

Global Source Security & Safety, *articles divers*.

Gouvernement français (Sénat), *Les services d'incendie et de secours*, 2002.

Répertoire international de protection civile, 2003.

Trade Partner U.K., *Fire, Police & Security Market in Spain*, 2002.

U.S. Commercial Service, *Spanish Defense Industry*, 2002.

5.5 Les États-Unis

Aux États-Unis, la philosophie gouvernementale de sanctuarisation du territoire national en appui sur un périmètre de sécurité continental (Northcom), la signature d'accords destinés à sécuriser les frontières ainsi que le transport aérien et l'énoncé d'une nouvelle politique de projection de force fondée sur le principe des attaques préventives sont les piliers sur lesquels s'est érigée une véritable économie de la sécurité. Les budgets du département de la Défense, de la CIA et du FBI, tout comme ceux du département d'État et d'autres instances ont été revus à la hausse au cours des années.

La création du Department of Homeland Security (DHS, qui regroupe les services de 22 agences et programmes reliés notamment à la défense, au transport et à la justice) demeure la pièce centrale du déploiement qui accompagne la nouvelle politique sécuritaire. De 28 milliards de dollars (US) en 2002, les budgets du DHS se sont établis à 35 milliards de dollars (US) en 2004. À cette somme doit s'ajouter un apport de 6,7 milliards de dollars (US) émanant du ministère de la Défense. Des ressources additionnelles de près de 30 milliards de dollars (US) sont affectées à d'autres mesures de lutte contre le terrorisme à l'étranger.

Profil général

- Population : 273 millions d'habitants
- PIB/habitant (parité de pouvoir d'achat) : 40 936 \$ CA
- Criminalité : 4 161 par 100 000 habitants (2001)
- Force policière : 800 000
- Pompiers (prof.) : 266 100
- Ventes en sécurité : 35 à 40 milliards de dollars CA en 2002
- Importations en sécurité : balance commerciale négative dans le secteur
- Croissance de 7-10% par année (en moyenne d'ici 2008, décroissant)

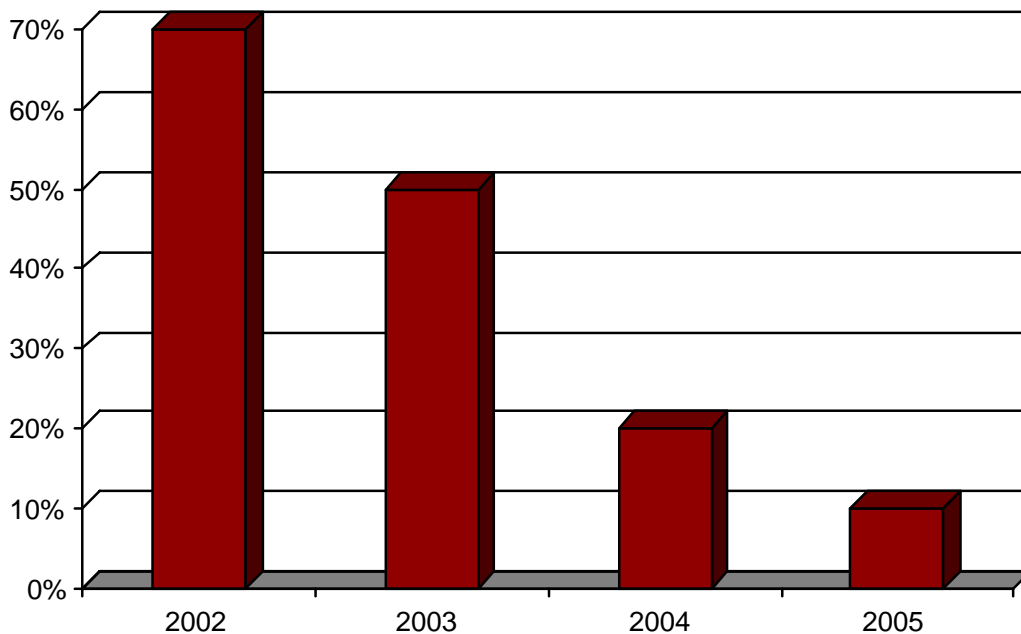
L'enveloppe budgétaire attribuée au Homeland Security (HS) est répartie entre sept grands programmes soit (1) le support à la première ligne d'intervention visant spécifiquement à renforcer la capacité des corps de policiers et de pompiers, (2), la défense contre le bioterrorisme, (3) la sécurité des frontières, (4) l'accès aux technologies de pointe, (5) la sécurité aérienne, (6) diverses autres mesures visant par exemple à soutenir l'action policière et (7) un appui à la défense consacré notamment aux équipements de protection.

Cet agenda implique l'acquisition de nouveaux matériels de sécurité. Selon la société Market Research, qui a analysé la trajectoire prévue du HS, la hausse la plus marquée s'est matérialisée en 2002 et 2003, mais le taux de croissance de ce segment un peu particulier du marché de la sécurité devrait atteindre un rythme de croisière après 2005.

Une part substantielle de cette enveloppe va à la mise à niveau des équipements lourds (navires, véhicules d'urgence, etc.), surtout ceux de la garde côtière. D'importants investissements sont également attendus dans le domaine des communications, dans les équipements médicaux et dans les outils de travail des intervenants de première ligne tels les pompiers. Pas moins de 890 millions de dollars (US) sont assignés à cette mission en 2004.

En s'appuyant sur les projections du budget 2003, Market Research prévoit que l'apport conjoint des États et des entreprises privées allait doubler la demande en lien avec le HS. Si cette prévision est exacte, la demande pour la période 2002-2008 totalisera vraisemblablement 100 milliards de dollars (US). Environ 40% de cette somme devrait être consacrée à l'amélioration des équipements de la première ligne d'intervention.

Tableau 16
Évolution du marché lié au Homeland Security, 2002-2005



Source : Market Research.

Ce choix budgétaire n'étonne pas dans la mesure où les matériels dont disposent les intervenants de première ligne présentent plusieurs failles. Une étude conduite au cours de l'année 2002 par la Federal Emergency Management Agency (FEMA) et la National Fire Protection Association (NFPA) démontre que 60% des départements de lutte contre les incendies ne disposent pas de l'équipement requis pour accomplir les tâches qui leur sont confiées. Mentionnons par exemple que la moitié des vêtements de protection sont jugés déficients, que 35% des camions de pompier ont plus de 20 ans et que pratiquement tous les systèmes de communication sont inadaptés. De surcroît, à peine 13% des services d'incendies du pays se considèrent équipés pour faire face à des menaces de type biologique ou chimique. Avec un bassin d'intervenants comptant plus de 1,1 million de pompiers dont 266 100

professionnels et près de 800 000 officiers de police, on peut aisément conclure que la mise à niveau des équipements d'urgence va requérir d'importantes ressources.

Contexte

- Économie vacillante
- Sentiment d'insécurité
- Criminalité en baisse mais plus élevée que la capacité de gestion nationale
- Homeland Security : terrorisme intérieur et international
- Périmètre de sécurité
- Budget de la défense en hausse (acquisitions)
- Marché institutionnel vigoureux

La Security Industry Association (SIA) constate que les dépenses en sécurité ont doublé au cours des années 1990 et devraient poursuivre cette progression. Le niveau de la croissance sera tributaire de l'état de santé de l'économie nationale, mais il pourrait, croit-on, se situer entre 10% et 15%. Plus conservatrice, la société Leading Edge prévoit un niveau de progression annuel moyen de 7,6%. Freedonia anticipe pour sa part un taux de 8,1%. Chez tous les analystes, on s'attend à une progression plus soutenue dans le segment de marché propre aux institutions. Data Quest fait toutefois remarquer que les dépenses des entreprises se sont accrues de 53% entre 1998 et 2000, une croissance qui pourrait gagner en vigueur. Les enquêtes menées par la SIA tendent à confirmer la pertinence de cette analyse.

Les produits et systèmes qui dépendent en grande partie des achats des institutions (tels les équipements de surveillance intégrés, les systèmes de détection, les équipements destinés au contrôle des accès, les équipements de protection ou les systèmes biométriques) se voient attribuer des taux de croissance qui sont nettement supérieurs à la moyenne. À moins que de nouveaux événements changent la dynamique du marché au cours des années à venir, il est toutefois à prévoir que le rythme de progression pour la plupart de ces familles de produits décroîtra dans quelques années.

Marché institutionnel

- Marché institutionnel vigoureux (croissance 10-15%)
- Complexe et fragmenté, même après la création du DHS
- Lutte contre les nouvelles menaces
- Mise à niveau des équipements

L'ajout de ressources survient par ailleurs dans un contexte de croissance des budgets de défense. Entre 1997 et 2004 le budget du Department of Defense (DoD) est passé de 271 milliards de dollars (US) à près de 400 milliards de dollars (US). Au chapitre des dépenses en acquisition, la hausse s'est chiffrée à 76% en 7 ans pour atteindre 74,3 milliards de dollars (US). Mentionnons que le budget d'opération et

d'entretien a également crû au cours de la période. Il atteindra 133 milliards de dollars (US) en 2004 (en hausse de 21% depuis 1997).

Le budget de 4,3 milliards de dollars (US) du FBI a progressé de près de 20% en 2003. Une nouvelle hausse de 9% en 2004 devrait essentiellement être consacrée au recrutement de nouveaux personnels et à l'amélioration des services de renseignement. Selon les données disponibles, la CIA aurait vu son budget passer de 3,5 à 5 milliards de dollars (US) depuis le 11 septembre 2001.

Ceci dit, le profil actuel de la lutte au terrorisme et la multiplication des événements tragiques et hautement médiatisés (l'attaque à l'antrax, la séquence d'assassinats gratuits dans la région de Washington, Unabomber, Oklahoma City, Waco, etc.) ne doivent pas faire perdre de vue que la criminalité est globalement en baisse depuis 10 ans. Les institutions policières jugent néanmoins leurs moyens insuffisants. La population carcérale s'est accrue de 24% entre 1995 et 2001 et dépasse de 8% la capacité d'accueil des 5 069 institutions carcérales que compte le pays (dont 1 558 prisons d'État et 146 pénitenciers fédéraux). Ce secteur est un des domaines où se manifeste actuellement un vent favorable à la privatisation des services.

En contribuant au maintien d'un fort sentiment d'insécurité, le contexte général alimente une demande qui se traduit par une progression de la sécurité privée. Les agences privées occupent une place grandissante dans le domaine de la surveillance de quartier et dans le traitement des dossiers liés aux crimes économiques. Moins connues et plus difficiles d'accès, les institutions privées de sécurité représentent un débouché potentiellement intéressant pour nombre de fabricants.

Tableau 17
Prévisions de croissance dans certaines niches du marché de la sécurité

Niche	Taux annuel	Sources
Systèmes anti-intrusion	4%	Leading Edge
Équipements de détection des incendies	6%	Leading Edge
Systèmes de surveillance vidéo	13% 15%	Leading Edge SIA
Détecteurs de métal	11%	Leading Edge
Détecteurs rayons-X	6%	Leading Edge
Détecteurs de bombes	12% 15%	Leading Edge SIA
Équipements de sécurité pour téléphones	9%	Leading Edge
Contrôles d'accès	11% 10% 15%	Leading Edge SIA BCC
Équipements biométriques	30% 15% 25%	Leading Edge J.P. Freeman BCC
Systèmes antivol pour automobiles	7%	Leading Edge
Caméras de surveillance	15%	Privacy International
Alarmes incendies	21%	SIA
Intégration de systèmes	20%	J.P. Freeman
Systèmes de vérification du courrier	12%	J.P. Freeman
Équipements anti-terroristes	15%	J.P. Freeman
Équipements NBC	8%	BCC
Équipements pour pompiers	11%	BCC
Vestes pare-balles	14%	BCC

Sources : J.P. Freeman, *US CCTV and Digital Video Surveillance*, 2003; SIA, *Security Industry Market Overview*, 2002-2003; BCC, *Electronic, Acoustic and Optical Surveillance Products*, 2002; BCC, *Protective Clothing and Body Armor*, 2002; et Leading Edge, *Security Industry Market and Services*, 2002.

En nous basant sur les données de 2002, on peut estimer entre 35 et 40 milliards de dollars CA le marché américain des produits de sécurité. Actuellement ce marché est soutenu par une série de mesures qui ont la sécurité publique pour point de chute principal.

Des domaines en croissance dans le marché public

Familles de produits

- Contrôles d'accès et équipements d'identification
- Équipements biométriques
- Équipements de télésurveillance
- Équipements de communication (dont radios portables)
- Équipements de détection (rayons-X, bombes, etc.)
- Équipements de protection (première ligne : casques, vêtements NBC, vestes pare-balles, vêtements de protection contre les incendies, etc.)
- Équipements optiques et optroniques
- Intégration de systèmes (incendie+surveillance+accès, etc.)
- Produits médicaux (vaccins, tests, etc.)
- Systèmes visant à sécuriser les activités postales
- Véhicules d'urgence et équipements afférents

Produits spécifiques

- Armes non létales
- Robots
- Sécurité pour téléphones

Production nationale

- Très diversifiée
- Présence de gros joueurs dans plusieurs segments, incluant des firmes de défense dans le marché du Homeland Security.

Principales références

J.P. Freeman, *US CCTV and Digital Video Surveillance*, 2003.

SIA, *Security Industry Market Overview*, 2002-2003.

BCC, *Electronic, Acoustic and Optical Surveillance Products*, 2002.

BCC, *Protective Clothing and Body Armor*, 2002.

Leading Edge, *Security Industry Market and Services*, 2002.

Freedonia, *World Security Products & Systems*, 2002.

Saïda Bedar, « Homeland Security et stratégie capacitaire américaine », *Le débat stratégique*, janvier 2002.

FEMA et NFPA, *A Needs Assessment of the U.S. Fire Service, A Cooperative Study*, décembre 2002.

Executive Office of the President, *United States Government, Budget, Fiscal Year 2004*.

Market Research, *Homeland Security, State of the Industry Assessment, 2002*, 2002.

Répertoire international de protection civile, 2003.

Lopez, Ramon, « Securing the Home Market », *Jane's Special Report*, 2002.

U.S. Department of Justice, *Police Departments in Large Cities 1990-2000*, 2001.

President of the United States, *The Department of Homeland Security*, juin 2002.

Office of Homeland Security, *National Strategy for Homeland Security*, juillet 2002.

Bush, George W., *Securing the Homeland Strengthening the Nation*, 2002.

U.S. Department of Defense, *Quadrennial Defense Review Report*, 30 septembre 2001.

5.6 La France

L'adoption de la *Loi sur la sécurité intérieure* le 13 février 2003 (communément appelée loi Sarkozy) marque un point tournant pour la politique sécuritaire française. Cette loi a créé une série de nouveaux délits, attribué de nouveaux pouvoirs aux forces de l'ordre (modification de la garde à vue, élargissement des fichiers, des fouilles, etc.) et défini de nouveaux droits pour les victimes. La loi survient dans un contexte de recrudescence de la criminalité (en hausse entre 1999 et 2002) et dans un environnement où grandit le sentiment d'insécurité. Enfin elle concrétise l'engagement électoral pris par le parti présidentiel (UMP) lors des législatives de 2002.

Profil général

- Population : 59 millions d'habitants
- PIB/habitant (parité de pouvoir d'achat) : 29 700 \$ CA
- Criminalité : 6 932 par 100 000 habitants (2002)
- Force policière : 207 000
- Pompiers (prof.) : 42 100
- Ventes en sécurité : 5 milliards de dollars CA en 2002
- Importations en sécurité : balance commerciale négative dans le secteur
- Croissance de 7-8% par année (en moyenne d'ici 2008, décroissant)

Le nouveau gouvernement s'est engagé à doter la force policière de moyens accrus et a promis aux élus locaux de rapprocher les institutions de sécurité de la population. Le système français poursuit conséquemment le processus de départementalisation de son réseau de sécurité, incluant la sécurité civile. Les différents intervenants demeurent néanmoins sous l'autorité du ministère de l'Intérieur rebaptisé ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales.

Contexte

- Sentiment d'insécurité
- Montée de la criminalité entre 1999 et 2002
- Priorités du nouveau gouvernement (loi Sarkozy 19 mars 2003)

Le budget 2003 a voulu traduire en ressources les nouvelles sensibilités gouvernementales en affectant une somme supplémentaire de 9 milliards de dollars CA aux forces de sécurité. Le but premier est de relancer le recrutement au sein des différentes institutions (police nationale, gendarmerie, corps des sapeurs-pompiers, sécurité civile, service pénitentiaire), mais les crédits pour les équipements évoluent également à la hausse (+50%). Des cibles ont été identifiées. Parmi celles-ci figurent la modernisation du parc d'autos-patrouilles, la remise à niveau de l'armement, l'acquisition de technologies de pointe susceptibles d'appuyer l'effort de répression, l'achat d'équipements de lutte contre les incendies et de soutien aux missions de secours. En lien avec ce dernier objectif, le gouvernement français prévoit notamment se doter d'une nouvelle flotte d'hélicoptères. Le ministre Sarkozy a par ailleurs annoncé un virage vers la biométrie dont les premières manifestations devraient se concrétiser dans les aéroports français au cours de l'été 2003.

La force sécuritaire française repose sur un personnel qui réclame depuis plusieurs années une amélioration des conditions d'emplois et l'octroi de pouvoirs accrus. Le pays s'appuie actuellement sur 130 000 officiers de police et 97 000 gendarmes, mais le budget 2003 prévoit l'ajout de 13 500 postes (+6%).

La structure de l'effectif de lutte aux incendies soulève des problèmes. En fait, la force d'intervention repose principalement sur des pompiers volontaires (environ 200 000) dont l'effectif stagne alors que le besoin grandit (augmentation de 30% des interventions en 15 ans). Le nombre des pompiers professionnels (32 000 + 10 000 militaires pour les villes de Paris et Marseilles) tend conséquemment à s'accroître, entraînant avec lui une demande pour des équipements plus sophistiqués. La départementalisation des services d'incendies et de secours ne répondra à cette attente que si les ressources financières suivent. Le cadre budgétaire 2003 ouvre une voie qui annonce des réinvestissements dans la sécurité civile dont les crédits ont été majorés de 28%.

Marché institutionnel

- Réforme du ministère de l'Intérieur
- Augmentation des crédits 2003-2008
- Croissance de l'effectif policier et du personnel pénitentiaire
- Mise à niveau des installations et équipements
- Départementalisation accrue du réseau de sécurité civile

L'univers institutionnel de la sécurité reprend donc vie au moment où le marché commercial et résidentiel national commençait à marquer le pas. Entre 1992 et 1998, les ventes de produits et services de sécurité ont connu une progression annuelle moyenne inférieure à 4%. Depuis 1999, la croissance annuelle oscille entre 7% et 10%, une performance que les analystes croient susceptible de se prolonger au cours des années à venir. Mais divers segments de l'industrie, notamment ceux qui reposent sur un contenu plus mécanique, comme la serrurerie, semblent avoir atteint la maturité. Plusieurs entreprises traversent conséquemment une période difficile marquée par des prises de contrôle et des faillites.

Comme l'industrie française repose essentiellement sur des PME, le marché national est envahi par les grands joueurs européens et américains. En 10 ans, la part du chiffre d'affaires sous contrôle étranger a doublé, passant de 20% à 40%. Cette pénétration étrangère s'opère principalement dans les domaines plus technologiques où la croissance est encore au rendez-vous (systèmes anti-intrusion, contrôles d'accès et télésurveillance).

Contrairement au domaine de la défense où la France occupe une position stratégique au sein de l'industrie européenne, le champ de la sécurité civile ne contribue pas, pour l'instant du moins, au renforcement de l'influence de l'industrie nationale. La France demeure aujourd'hui un importateur net d'équipements de sécurité.

Des domaines en croissance dans le marché public

Familles de produits

- Armement
- Contrôles d'accès, dont systèmes biométriques
- Équipements blindés
- Équipements de communication
- Équipements de lutte contre les incendies
- Systèmes anti-intrusion
- Systèmes de télésurveillance
- Véhicules spécialisés et composants (police, transport de fonds, etc.)

Produits spécifiques

- Gilets pare-balles
- Hélicoptères
- Vêtements spécialisés

Production nationale

- Très diversifiée (plusieurs secteurs ou le marché est dominé par 3-4 joueurs)
- Contrôles d'accès (très concurrentiel)
- Équipements blindés
- Équipements de protection (beaucoup de PME)
- Sécurité incendies
- Serrurerie
- Systèmes anti-intrusion
- Télésurveillance
- Vêtements de protection

Autres segments du marché

- Systèmes antivol pour automobiles
- Télésurveillance

Références principales

En toute sécurité, *Atlas économique 2002*, 2002.

En toute sécurité, *Atlas économique 2003*, 2003.

Freedonia, *World Security Products & Systems*, 2002.

Global Source Security & Safety, *articles divers*.

Gouvernement français (Sénat), *Les services d'incendie et de secours*, 2002.

Ministère de la justice, *Réforme de la justice*, 2003.

Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales, 2003, *les priorités budgétaires*, SIRP, 2003.

U.S. Commercial Service.

Répertoire international de protection civile, 2003.

5.7 Le Mexique

Le Mexique fait face depuis plusieurs années à d'importants défis en matière de sécurité. Le pays est reconnu pour son haut taux de criminalité contre les personnes, commerces et institutions. Recouvrant d'importantes poches de pauvreté et faisant face à une urbanisation croissante, le territoire présente à plusieurs égards un profil en matière de sécurité contre les incendies qui s'apparente à celui des pays en voie de développement. Enfin, le territoire national mexicain est directement interpellé par les préoccupations américaines en matière de sécurité militaire, de lutte au terrorisme, d'immigration illégale et d'autres formes de menaces asymétriques (drogue, crime organisé, etc.).

Profil général

- Population : 100 millions d'habitants
- PIB/habitant (parité de pouvoir d'achat) : 10 430 \$ CA
- Criminalité : élevée
- Force policière : 207 000
- Pompiers (prof.) : 42 100
- Ventes en sécurité : 2,9 milliards de dollars CA en 2002
- Importations en sécurité : 38% des besoins institutionnels, 82% des besoins individuels
- Croissance de 12% par année

Il faut toutefois savoir que cela fait plus de 20 ans que le Mexique identifie diverses menaces non conventionnelles, comme le commerce de la drogue et les déséquilibres sociaux, parmi des facteurs susceptibles d'affecter sa sécurité nationale. En quelque sorte, le pays est le premier en Amérique du Nord à avoir pris un virage en direction des menaces dites asymétriques. Dans le plan national de développement de 1995 on identifiait déjà comme cibles aux forces militaires et civiles nationales la lutte contre le terrorisme et le trafic des armes. Pendant le conflit au Chiapas, ce plan s'est accompagné de mesures législatives visant la création d'un Système national de sécurité publique (SNSP) qui a notamment mené à la création du ministère de la Sécurité publique et de la Police fédérale préventive (Policia Federal Preventiva ou PFP). Le tout a été placé sous la direction du Conseil de sécurité nationale (Consejo de Seguridad Nacional) qui assume essentiellement une mission de coordination des États (31 gouverneurs) et de l'ensemble des organismes appelés à intervenir en matière de sécurité.

Le cheminement américain des dernières années a fait grimper de plusieurs crans les standards mexicains et exerce une pression directe sur le budget de sécurité du pays. Celui-ci est en hausse constante depuis 1995 (hausse de 25% du pouvoir d'achat compilé en dollars US entre 1995 et 2001). Il faut néanmoins garder à l'esprit que le gouvernement central maintient depuis plusieurs années un haut niveau de sécurité et de militarisation de régions sensibles.

Contexte

- Criminalité élevée
- Urbanisation
- Déséquilibres sociaux
- Terrorisme
- Lutte contre le trafic de la drogue
- Immigration illégale
- Ententes avec les États-Unis

Les besoins en produits de sécurité sont donc variés et croissants. Selon la société Freedomia la demande pour les produits de lutte contre la criminalité dans les institutions privées se serait chiffrée à 890 millions de dollars (CA) en 2001. La prise en compte du marché lié aux institutions publiques, à la sécurité des véhicules et à l'armement requis pour les institutions civiles amène le U.S. Commercial Service à évaluer pour sa part les besoins en équipements à 2,4 milliards de dollars (CA). L'ajout à cette dernière évaluation des produits reliés au champ de la sécurité civile non couverts porterait le total des ventes effectuées dans le pays à environ 2,9 milliards de dollars (CA). Les prévisions de croissance dans le segment privé s'établissent à 12% annuellement d'ici 2006, ce qui peut être considéré comme une estimation conservatrice.

Marché institutionnel

- Système national de sécurité publique (SNSP), création du ministère de la Sécurité publique et de la Police fédérale préventive (Policia Federal Preventiva ou PFP)
- Coordination des États assurée par le Conseil de sécurité nationale
- Présence militaire dans les régions sensibles
- Révision des pratiques après le 11 septembre 2001
- Hausse du budget affecté à la sécurité
- Hausse annuelle de 20% à 25% des dépenses publiques en équipements de sécurité

L'adoption, en 1998, d'un programme de lutte contre la criminalité et l'entrée en scène de la PFP en 1999 ont contribué à dynamiser le marché public. À l'instar du Canada, le Mexique a dû renforcer la sécurité de ses aéroports et celle de ses postes-frontières, ce qui s'est traduit par des investissements plus sophistiqués non seulement au sein des corps publics, mais également dans le secteur privé associé aux infrastructures essentielles (secteur de l'énergie, fabricants de produits chimiques, mines, etc.). Ce segment de marché connaît pour sa part une croissance oscillant annuellement entre 20% et 25% depuis quelques années. La situation économique du pays et le ralentissement de la demande liée à la lutte contre les menaces asymétriques nous incitent à penser que ce dernier taux de croissance est toutefois appelé à diminuer.

Il faut par ailleurs signaler que les équipements de protection des personnes tels les armes non létales (bonbonnes d'autodéfense, armes électriques, etc.), les systèmes de repérage des personnes utilisés pour lutter contre les enlèvements et les équipements d'alerte (alarmes individuelles, etc.) sont également en forte demande depuis cinq ans. Les ventes sont alimentées par un sentiment d'insécurité perceptible essentiellement en milieu urbain.

L'industrie nationale est en mesure de répondre à 62% des besoins commerciaux, industriels et institutionnels, mais à seulement 18% des besoins individuels. En fait la majorité des produits de sécurité destinés aux personnes est importée, principalement des États-Unis (80%). La domination américaine est moins nette (42%) en ce qui concerne les importations destinées au marché commercial industriel et institutionnel. La compétition européenne et asiatique est vive. L'Europe est surtout agressive dans les produits électroniques alors que l'Asie est une force croissante dans l'ensemble des activités reliées au textile, aux vêtements, aux détecteurs de fumée, etc.

Notons qu'une portion significative de l'approvisionnement national émane de filiales de groupes américains. Plusieurs entreprises américaines ont d'ailleurs relocalisé des segments ou la totalité de leur production au cours des années récentes (exemple : déménagement de Master Lock du Wisconsin vers Nogales au Mexique). Les accords commerciaux du Mexique avec l'Union européenne, Israël et le Japon font en sorte que l'ALÉNA constitue un avantage de moins en moins déterminant. Les stratégies d'alliances avec des firmes mexicaines demeurent des moyens jugés très efficaces, notamment en vue de pénétrer le marché public.

Des domaines en croissance dans le marché public

Familles de produits

- Équipements de détection de la drogue
- Équipements de télécommunication avancés
- Équipements électriques
- Modules d'intégration de systèmes de surveillance
- Systèmes de contrôle d'accès, incluant les systèmes à carte
- Systèmes de détection de marchandise volée
- Systèmes de détection, notamment les équipements sans fils et à rayons-X
- Systèmes de sécurité pour documents
- Véhicules spécialisés

Produits spécifiques

- Armes non létales
- Détecteurs d'explosifs
- Génératrices
- Multiplexeurs
- Robots
- Serrures électroniques

Les autres segments du marché

Familles de produits

- Systèmes d'alerte pour les personnes
- Systèmes antivol pour voitures
- Systèmes de repérage de voitures
- Équipements d'autodéfense

Produits spécifiques

- Serrures électroniques
- Pucés de repérage
- Systèmes d'alarme et de sécurité pour guichets automatiques

Production nationale

Familles de produits

- Accessoires d'automobile
- Équipements de transmission
- Équipements en acier
- Systèmes de surveillance vidéo
- Textiles
- Vêtements et uniformes

Produits spécifiques

- Alarmes
- Armoires et coffres blindés
- Clôtures
- Verre trempé

Principales sources

Franko, Patrice, *Toward a New Security Architecture in the Americas*, CSIS Press, 2000.

Freedonia, *World Security Equipment Demand*, 2003.

Global Source Security & Safety, *articles divers*.

Gouvernement du Mexique, *Plan Nacional de Desarrollo 1995-2000*.

Latin American Perspectives, *articles divers*.

Mace, Gordon et Hugo Loiseau, « Les relations civilo-militaires dans les Amériques et la diffusion des normes régionales; quel rôle pour l'OÉA », *Études Internationales*, juin 2003.

Nueva Sociedad, *articles divers*.

Répertoire international de protection civile, 2003.

Tulchin, Joseph S. et Ralph H. Espach, *Latin America in the New International System*, Boulder, 2001.

U.S. Commercial Service, *Mexico Industry Sector Analysis*, Mexico, 2001.

U.S. Department of State, *Mexico Industry Sector Analysis*, 1998 et 1999.

5.8 La Pologne

En Pologne, l'environnement sécuritaire a changé de façon radicale depuis la fin de la guerre froide. Avant 1989 la notion de sécurité évoquait essentiellement les menaces extérieures au pays et la relation à l'URSS. La démolition du mur de Berlin a tout changé. Aujourd'hui, le gouvernement polonais affirme ne faire face à aucune menace extérieure identifiable autre que le terrorisme international et considère que son indépendance, sa libre adhésion à l'OTAN et son appartenance à l'Europe sont les garants de sa sécurité nationale. Le pays a adhéré à la coalition antiterroriste après le 11 septembre 2001.

Profil général

- Population : 38,6 millions d'habitants
- PIB/habitant (parité de pouvoir d'achat) : 10 560 \$ CA
- Criminalité : 3 597 par 100 000 habitants
- Force policière : 97 600
- Pompiers (vol.) : 931 000
- Ventes en sécurité : 1,7 milliard de dollars CA en 2002
- Croissance de 12%-15% par année d'ici 2006

L'ouverture à l'Ouest a cependant provoqué des changements sociaux qui font apparaître des enjeux nouveaux. Après s'être engagé dans un vaste plan de redressement économique et de privatisation qui a provoqué de multiples bouleversements, le gouvernement juge qu'il est devenu primordial de stabiliser son économie et de sécuriser le territoire. En effet, la libéralisation s'est accompagnée d'une recrudescence de la pauvreté et d'une croissance marquée de la criminalité sous toutes ses facettes (vols, attaques armées, meurtres, vols d'automobiles, etc.)

Entre 1995 et 2000, le taux de crimes par 100 000 habitants est passé de 2 526 à 3 557 (+40,8%) ce qui constitue une évolution préoccupante. La population carcérale a suivi une trajectoire semblable en enregistrant une progression de 12%. À ce dernier égard les données disponibles montrent que la situation pourrait se dégrader encore plus dans les années à venir. En effet, entre décembre 2000 et décembre 2003 le nombre de détenus s'est accru de 21,5%.

Dans ce contexte, les agences de sécurité se multiplient. En 2002 on dénombrait 10 000 licences d'entreprises de sécurité valides. Pas moins de 80% d'entre elles concernaient de nouveaux arrivants.

L'administration a également recruté plusieurs officiers de police au fil des dernières années. On compte aujourd'hui 97 600 policiers et 18 700 miliciens. La lutte contre la criminalité fait en sorte que la Pologne figure parmi les rares pays de l'ancien bloc de l'Est à avoir développé une expertise reconnue mondialement et un marché de la sécurité diversifié. Il faut prévoir une progression marquée de ce marché au cours de la prochaine décennie.

Selon les statistiques disponibles, le nombre des acteurs nationaux appelés à intervenir dans des situations menaçantes (désastres et menaces à la propriété) serait passé de 300 000 en 1995 à 933 700 en 2001. Les corps de pompiers (principalement volontaires) ont également progressé de 890 000 à 931 900 au cours de la même période.

Toutefois, le pays ne dispose d'aucune structure légale formelle pour la protection civile, mais une législation est attendue. Les opérations d'urgence sont techniquement placées sous l'autorité du service national d'incendie qui relève à son tour du ministère de l'Intérieur. Les services sont dispensés par les municipalités, ce qui crée une grande disparité dans la qualité et la nature de l'aide accessible. Même si la planification et la coordination sont en principe assumées par le gouvernement central et les provinces, le réseau est donc décentralisé.

Notons par ailleurs que l'entrée du pays dans l'OTAN et son admission prochaine dans l'Union européenne inciteront le pays à s'ajuster aux standards occidentaux.

Contexte

- Transition vers une économie de marché
- Importants écarts sociaux
- Hausse de la criminalité
- Crainte du terrorisme international
- Mise à niveau des équipements

Le marché institutionnel canalise une part importante des besoins en sécurité. Selon la société Freedonia la demande institutionnelle aurait pratiquement triplé depuis 1992 et serait le point d'origine du quart des besoins nationaux. Le marché commercial et industriel est également en expansion. Les analystes s'entendent pour reconnaître que le marché résidentiel est, de son côté, sous-développé.

L'industrie nationale est principalement composée de PME et est très compétitive, mais son expertise demeure centrée sur les équipements de base peu avancés sur le plan technologique. Les grands groupes européens prennent pied dans le pays depuis quelques années.

Des domaines en croissance dans le marché public

Familles de produits

- Équipement de télésurveillance
- Équipements de communication
- Équipements de niche dans la lutte contre les incendies
- Systèmes d'alarmes avancés
- Systèmes de contrôle d'accès
- Systèmes de détection pour les bagages (notamment dans les transports publics)
- Véhicules spécialisés

Produits spécifiques

- Détecteurs d'incendies
- Serrures électroniques

Les autres segments du marché

- Systèmes antivol
- Systèmes de sécurité pour automobiles

Production nationale

Familles de produits

- Équipements blindés, voûtes

Produits spécifiques

- Alarmes
- Serrures mécaniques
- Grilles de sécurité

Principales références

Freedonia, *World Security Products & Systems*, 2002.

Government of Poland, *National Statistics*, 2002.

Government of Poland, *Security Strategy of the Republic of Poland*, 2000.

Interpol, *International Crime Statistics*, 1995-2001.

Journal of Interamerican Studies and World affairs.

Polska Policja.

Répertoire international de protection civile, 2003.

Trade partners U.K., *Poland, Fire & Security Products*, 2002.

U.S. Commercial Service.

5.9 Le Royaume-Uni

La politique de sécurité du Royaume-Uni est singulière. Fondamentalement, Londres mise sur l'OTAN et donc sur le partenariat transatlantique pour assurer sa sécurité, ce qui n'interdit toutefois pas la recherche d'une plus grande autonomie européenne face aux États-Unis. Le pays est membre de l'Union européenne, sans adhérer à la vision continentale d'une force politique, économique et militaire. Il privilégie, surtout en matière économique et militaire, le maintien de liens étroits avec les États-Unis. Cette double allégeance, à l'Europe et au partenariat transatlantique permet notamment aux firmes britanniques de défense et de sécurité de rayonner sur un vaste marché. Le Royaume-Uni se démarque également des autres principaux membres de l'Union européenne par son exclusion de l'espace Schengen.

Profil général

- Population : 60 millions d'habitants
- PIB/habitant (parité de pouvoir d'achat) : 28 467 \$ CA
- Criminalité : 10 111 par 100 000 habitants (2000)
- Force policière : 128 748
- Pompiers (vol.) : 45 400
- Ventes en sécurité : 7 milliards de dollars CA en 2002
- Importations en sécurité : Pays exportateur
- Croissance annuelle de 5%-6% d'ici 2006

Le gouvernement Blair s'est impliqué activement dans la lutte antiterroriste qui a donné suite aux événements du 11 septembre 2001. À cause du conflit en Irlande du Nord, le pays dispose d'une expertise en matière de lutte au terrorisme qui a peu d'équivalent dans le monde. Le gouvernement postule que la menace actuelle ne répond plus aux schémas politiques traditionnels et découle d'une dynamique intérieure et extérieure plus globale. En conséquence, le partenariat a été resserré entre la police et les services de sécurité; la capacité de surveillance, déjà étendue, a été renforcée et de nouveaux investissements en défense ont été annoncés. Le pays a enfin oeuvré à l'intégration entre sa politique de sécurité et sa politique étrangère.

La stratégie actuelle est coordonnée à partir d'un véritable cabinet de guerre présidé par le Premier ministre (sous-comité ministériel sur le terrorisme international) dont le travail est complété par deux autres comités (sécurité/prévention et urgences civiles). Le secrétariat d'État et ses principaux services, dont le service d'urgence (Civil Contingencies Committee), ont par ailleurs mis en place une structure de planification qui implique les villes et localités, incluant Londres. Le Grand Londres dispose d'un réseau spécifique de commandement, de contrôle et de communication et élabore son propre plan d'urgence.

Les attaques terroristes des dernières années ont incité les autorités à affiner leur système de surveillance, leur réseau de communication et leurs services de renseignements/analyse. Plusieurs experts estiment que le pays est en pointe dans ces domaines.

Diverses législations ont été revues et une loi sur la protection contre les attaques nucléaires, chimiques et bactériologiques a été adoptée. Elle prévoit punir « toute personne complice de l'utilisation ou de la mise au point de telles armes à l'étranger ». La *Anti-terrorist Crime and Security Act 2001* vise plus explicitement les actes terroristes. Cette dernière pièce législative accroît la capacité d'intervention policière et cherche à promouvoir une collaboration étroite entre les différents organismes gouvernementaux. Elle accroît notamment les pouvoirs d'investigation.

Contexte

- Lutte au terrorisme
- Combat actif contre la criminalité
- Réforme des institutions
- Intégration entre la défense et la sécurité intérieure

La police et les services de sécurité sont appelés à coopérer, par exemple dans le cadre du National Counter Terrorism and Security Office. Par ailleurs, diverses mesures concernent le renseignement. Un nouveau Secrétariat de la sécurité civile et une Agence de protection de la santé ont été mis en place. Enfin, l'armée s'est, en 2003, dotée d'une force de réaction de 500 réservistes dans chacune des 11 régions qui quadrillent le territoire.

Avant le 11 septembre, le pays disposait d'un des systèmes de sécurité aéroportuaire les plus étanches de la planète. Il a été resserré et de nouveaux effectifs ont été ajoutés. Les infrastructures essentielles, telles les centrales nucléaires, ont dû revoir à la hausse leurs mesures d'urgence, incluant leur approche en matière de lutte contre les incendies. Le gouvernement a aussi convenu d'augmenter le parc d'ambulances, de se doter de 300 unités mobiles de décontamination et de se munir de nouveaux équipements de lutte NBC. Un nouveau système d'approvisionnement est censé permettre une réponse plus rapide et efficace des fabricants de produits de sécurité, notamment l'industrie pharmaceutique. L'ambition du gouvernement britannique est d'agir sur l'environnement qui alimente le terrorisme. Un nouveau livre blanc sur la défense publié en juillet 2002 est enrichi d'un chapitre sur la question.

Sur le plan intérieur, la criminalité serait globalement en baisse depuis quelques années, (l'Angleterre a un des taux d'homicides les plus bas d'Europe), mais les crimes violents continuent de s'accroître (+15% entre 1996 et 2000). Le gouvernement s'est fixé pour objectif de réduire cette criminalité de 30%. En plus de combattre le crime, les corps policiers du pays ont littéralement reçu le mandat d'inculquer une nouvelle discipline à la population (en ciblant la petite délinquance, les crack houses, et les comportements antisociaux).

Le *Police Reform Bill* s'est traduit par un renforcement de l'appareil policier. Au 31 janvier 2002 le pays comptait 128 748 policiers (contre 124 000 en 2000). Le ministère de l'Intérieur projette de porter les effectifs à 132 500 en 2004. Même si la force policière relève du ministère de l'Intérieur, elle demeure décentralisée.

L'Angleterre compte 50 brigades de lutte contre les incendies et emploie 33 400 pompiers à temps plein et 12 000 à temps partiel. Même s'il figure parmi les sociétés les mieux équipées d'Occident, le pays compose avec des déficiences en ce qui concerne les détecteurs de fumée et les équipements contre les incendies dont sont dotés les commerces. Ceux-ci seraient à l'origine de 40% de la hausse des coûts de la destruction causée par les incendies (accroissement de plus de 50% entre 1997 et 2001).

En ce qui a trait à la gestion des situations d'urgence, la première responsabilité incombe aux services locaux qui peuvent être amenés à faire appel à leurs voisins. C'est donc l'autorité locale qui définit les tâches prioritaires et qui planifie l'intervention. Le niveau national ne se manifeste que si le problème dure en longueur ou que ses dimensions dépassent la capacité locale. Même dans ce cas, les instances nationales sont généralement appelées à s'arrimer à la force d'intervention déjà déployée. Toutefois, le gouvernement a adopté en 1993 l'*Integrated Emergency Management* (IEM) qui permet d'ajouter les mesures prévues en cas de conflit armé aux dispositifs mis en place par les autorités locales. L'IEM devient alors le point de chute des aides et s'approprie l'initiative de la gestion de la crise.

Comme cela est maintenant le cas dans nombre de pays occidentaux, le système carcéral gère un problème de débordement causé par une hausse importante de la population carcérale. Entre 1998 et 2002, le nombre des personnes détenues s'est accru de 10% pour se chiffrer à 72 256.

L'industrie de la sécurité de Grande-Bretagne est une des plus développée d'Occident et son rayonnement international est considérable. Le marché intérieur pour les équipements a dépassé les 7 milliards de dollars CA en 2002. La capacité de réponse de l'industrie locale est étendue. La demande est particulièrement importante dans les produits électroniques (environ 40% des ventes). Le marché plus spécifique aux équipements destinés aux corps publics peut être estimé à 3 milliards de dollars (CA) mais il atteint aujourd'hui la maturité.

Le *Worldwide Business Information Markets Report* (WBI) constate que la croissance annuelle moyenne des ventes s'est établie à 3,9% entre 1996 et 2000. Le domaine de la protection contre les incendies a été la principale source de cette croissance. WBI projetait une progression annuelle inférieure à 4% mais a révisé ce chiffre suite aux événements du 11 septembre et au virage sécuritaire amorcé par le gouvernement Blair. On s'attend maintenant à un taux de croissance moyen de 5%-6% par année, une croissance alimentée en bonne partie par la demande émanant des corps publics (forces armées, services de renseignement, police, sécurité civile, etc.). Dans les autres secteurs il faut prévoir une performance beaucoup moins significative.

Des domaines en croissance dans le marché public

Familles de produits

- Composants électroniques
- Contrôles d'accès
- Équipements de sécurité pour les personnes
- Équipements incendies
- Systèmes de contrôle des équipements électroniques
- Systèmes d'intégration
- Systèmes de surveillance, dont biométriques
- Véhicules spécialisés

Produits spécifiques

- Alarmes
- Matériels de sécurité pour les fenêtres

Les autres segments du marché

- Équipements d'autodéfense
- Systèmes antivols pour automobiles
- Systèmes de sécurité pour les personnes

Production nationale

- Très étendue et dominée par une industrie concentrée comptant plusieurs acteurs de premier plan au niveau international (Chubb, Kidde, Securicor, etc.), 50% de l'industrie nationale est sous la coupe de 12 groupes.
- Leader mondial dans la télésurveillance
- Joueur majeur dans la biométrie

Principales références

Barclay, Gordon et Cynthia Tavares, *International Comparisons of Criminal Justice Statistics 2000*, 12 juillet 2002.

Brand, Sam et Richard Price, « The Economic and Social Cost of Crime », *Economics and Resources Analysis*, 2000.

Freedonia, *World Security Equipment Demand*, 2003.

Boniface, Pascal, *L'année stratégique 2002*, Institut de relations internationales et stratégiques, 2003.

Répertoire International de protection civile, 2003.

US Department of States, *U.K. Industry Sector Analysis, 1998 et 1999*.

Worldwide Business Information Markets Report, *Key Notes Security (UK)*, novembre 2002.

Weiner, Mark, *The Economic Cost of Fire*, Home Office Research, 2001.

5.10 La Turquie

En Turquie, le marché est en expansion avec un taux de croissance oscillant autour de 25%. Cette poussée des ventes est essentiellement redevable à un sentiment d'insécurité créé par l'accroissement d'une criminalité qui a pratiquement doublé au cours des années 1990. La situation semble toutefois s'être stabilisée au cours des dernières années. La Turquie doit également composer avec le terrorisme dans une région instable du monde. Ajoutons que le pays est en développement et que la construction d'édifices et de complexes publics a stimulé la demande. Le ralentissement provoqué par le tremblement de terre de 1999 a miné une économie également affectée par une récession en 2001, mais le secteur de la sécurité a été relativement épargné. Les analystes du U.S. Commercial Service pensent que l'avenir demeure prometteur. Le souhait de l'administration turque d'entrer dans l'Union européenne (rejeté jusqu'à aujourd'hui) crée enfin un contexte favorable à la mise à niveau de la sécurité publique.

Au-delà des considérations économiques, le « retard » du pays s'explique par le maintien, jusqu'en 1985, d'un système qui allouait le monopole des activités de sécurité à une police mal équipée. On s'est par ailleurs longtemps satisfait de normes contre les incendies totalement dépassées. Une réforme de ces normes a été amorcée en 1992.

Profil général

- Population : 68 millions d'habitants
- PIB/habitant (parité de pouvoir d'achat) : 9 321 \$ CA
- Criminalité : 570 par 100 000 habitants (2002)
- Force policière : 460 000
- Pompiers (vol.) : N.D.
- Ventes en sécurité : 800 millions de dollars CA en 2002
- Importations en sécurité : entre 90% et 95%
- Croissance annuelle de 20%-25% d'ici 2006

Contexte

- Montée de la criminalité
- Développement économique
- Construction d'édifices publics
- Terrorisme
- Instabilité de la région

Les 280 000 gendarmes et 180 000 agents de police (responsabilité municipale) du pays disposent toujours d'un équipement insuffisant. La demande actuelle est orientée vers le matériel de protection, les équipements pour les véhicules et une vaste gamme de produits électroniques (communication, détection, etc.). L'élargissement des mesures prévues à la loi 2485 (qui exige notamment une sécurité armée) à diverses installations critiques contribue à l'accroissement de l'effectif des agences privées.

En Turquie, la lutte contre les incendies est encadrée par la Direction de la défense civile. Celle-ci administre un système qui compose avec une planification centrale, les gouverneurs de 79 provinces et les autorités locales. Ce système détermine l'attribution des ressources en fonction de la taille des municipalités. Ces dernières ont d'ailleurs la responsabilité d'organiser leurs propres services incendie. Selon le système en place, une ville de 400 000 habitants a droit à 174 pompiers, ce qui est un excellent reflet du caractère déficient du réseau. Une étude diffusée en 2000 par la Direction française des relations économiques extérieures précise qu'on recense à Istanbul (une ville de plus de 9 millions d'habitants) à peine un véhicule de pompier par tranche de 100 000 résidents. La ville entière dispose d'environ 2 000 pompiers. Comme le nombre des incendies ne cesse de croître et que la valeur des pertes grimpe en flèche, les pressions se font fortes pour que le réseau soit amélioré. La firme britannique Market Research Report identifie d'ailleurs ce créneau parmi les plus prometteurs pour l'industrie.

En théorie, le pays devrait disposer d'un corps de défense civile dans 7 régions, mais un seul existait en 2002 avec 52 personnes à son emploi. La formulation des plans d'urgence est sous la responsabilité des gouverneurs, mais la mise en oeuvre dépend de la disponibilité des ressources locales (essentiellement les pompiers) et de l'armée.

Sur la base des données de 2002, on peut estimer le marché à 800 millions de dollars CA. Approximativement 1/3 des ventes concernent des équipements électroniques. Le marché de la sécurité civile est à l'origine d'environ la moitié des commandes du pays. Les évaluations les plus récentes situent entre 90% et 95% le taux d'importation des équipements de sécurité. Compte tenu du très faible intérêt porté par l'industrie québécoise de la sécurité à ce pays, pourtant membre de l'OTAN (certaines restrictions s'imposent néanmoins), il apparaît évident que ce marché est sous-exploité.

La demande en produits de sécurité est également alimentée par le secteur domiciliaire. Actuellement moins de 1% des résidences disposent d'un quelconque équipement. Or le pays compte 13 millions de résidences et 500 000 nouvelles unités sont construites chaque année. Il faut toutefois noter que les Turcs dépensent peu pour leur sécurité personnelle.

Marché institutionnel

- Réforme du régime de sécurité en 1985 (loi 2485)
- Modification en profondeur des normes incendies en 1992
- Élargissement des normes de sécurité pour les infrastructures essentielles (assujetties à la loi 2485 en 2003)
- Sous équipement chronique des édifices publics

L'expertise du pays est plutôt concentrée sur la production militaire. Le savoir-faire est donc bien établi dans l'armement, les blindages (coffres-forts, portes, etc.) mais plutôt déficient dans les autres domaines d'activité liés à la sécurité. Des entreprises locales évoluent néanmoins dans la fabrication de serrures mécaniques, de verre trempé, de portiques de détection, de détecteurs de métal et produisent des systèmes d'alarme. Quelques firmes procèdent également à l'assemblage de certains équipements de lutte aux incendies comme des détecteurs de fumée, de chaleur et des petits extincteurs ou fabriquent des composants de robinetterie, lances, vannes, etc.

Les fournisseurs étrangers proviennent principalement des États-Unis, du Japon, de la Chine, d'Israël, de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

Des domaines en croissance dans le marché public

Familles de produits

- Contrôles d'accès (systèmes à code-barre, cartes à puces, lecteurs, équipements biométriques, etc.)
- Équipements contre les intrusions
- Équipements de détection (détecteurs de fumée, de chaleur, de mouvement, rayons-X, de métal, etc.)
- Équipements de protection
- Équipements incendies
- Systèmes antivols (coffres-forts, grilles, etc.)
- Systèmes d'extinction des incendies
- Systèmes de communication et composants
- Télésurveillance et vidéosurveillance (dont caméras et moniteurs)
- Véhicules spécialisés

Produits spécifiques

- Alarmes
- GPS
- Multiplexeurs et autres composants électroniques
- Vestes pare-balles

Les autres segments du marché

- Composants électroniques
- Équipements d'autodéfense
- Systèmes résidentiels (alarmes, systèmes de repérage, systèmes antivol, détection incendies, etc.)

Production nationale

Familles de produits

- Blindages
- Certains équipements incendie
- Contrôles d'accès pour commerces
- Matériel de serrurerie
- Vêtements

Produits spécifiques

- Alarmes
- Armes
- Coffres-forts
- Détecteurs de métal

Principales références

Ambassade de Turquie.

Freedonia, *World Security Products & Systems*, 2003.

Gouvernement de la France, Direction des relations économiques extérieures, *Les équipements de sécurité : protection incendie et malveillance en Turquie*, 2000.

Interpol, *International Crime Statistics*.

Répertoire international de protection civile, 2003.

U.S. Commercial Service, *Turkey, Safety and Security Market*, 2002.